

L'avenir du Burundi s'annonce incertain sous la coupe d'un parti-Etat omnipotent

@rib News, 21/07/2010 Burundi : les nuages s'amoncellent. Par Ernest Banga Depuis plus de trois ans, l'opposition politique, la société civile et des organisations internationales dont l'Union Européenne, ont attiré l'attention sur des élections heurtées au Burundi. Le pouvoir du CNDD-FDD avait tellement posé des actes qui ne laissent aucun doute quant à leur volonté de gagner à tout prix la série d'élections qui ont débuté le 24 juin 2010. De surcroît, la législature avait été marquée par soit des propositions de lois repoussées, soit des nominations à des hautes fonctions refusées par le Parlement. Cela était insupportable par les anciens maquisards, à « n'ophytes » de circonstance et le matériel de démocratie !!! fallait non seulement gagner, mais écraser l'opposition par tous les moyens. Et les opposants radicaux, empêcheurs de tourner en rond, à genre NYANGOMA, devaient absolument disparaître de la scène politique. Un coup de maître. Les élections communales, fondamentales pour les élections sénatoriales (les sénateurs sont élus par les conseillers communaux) ne pouvaient échapper à la razzia du CNDD-FDD. Le crime fut presque parfait : 1°) La distribution de l'argent : Une Somme de 30 millions (environ 30 000 us\$) était prévue pour chaque commune et remis aux trésoriers locaux du parti. C'est nuitamment que l'argent était distribué, jusqu'à la veille du scrutin. Dans certaines communes où il fallait écraser un opposant jugé trop gênant, comme en commune de Songa en province de Bururi, c'est une somme de 65 millions de francs burundais qui fut bloquée !! La pauvreté (probablement entretenue par le pouvoir) et l'immaturité politique aidant, la population ne pouvait résister devant cette « manne ». Certains parlent de « torrents » d'argent, d'autres disent que le parti au pouvoir « semait les billets » ! (L'on comprend pourquoi les salaires ne sont pas payés jusqu'au 15 du mois !) Cette corruption aurait également concerné certains membres des adhésions de la CENI et certains mandataires des partis. 2°) L'intimidation : en même temps que distribuait de l'argent, l'on menaçait les calculatrices de prison ou de mort. 3°) La coupure de courant : Elle survint au moment où l'on décomptait le scrutin dans la plupart des bureaux de vote, et dans d'autres, le scrutin se poursuivit malgré l'heure tardive ! Cette coupure fut simultanée (peut-être coordonnée !) dans plusieurs localités qui ne sont pas branchées à un même réseau électrique. L'on peut y voir la « volonté de Dieu » ou la main de Satan, car les urnes « baladeuses » : dès le lendemain du scrutin la population a commencé à découvrir, ici et là, des urnes encore scellées ou non : dans des salles de classe, dans les buissons, dans des domiciles, dans les cimetières, etc. Cela me rappelle un pays de l'Afrique Centrale où les urnes contenant les véritables bulletins de vote étaient nuitamment transportés par hélicoptères puis jetés en pleine forêt équatoriale. Ils ont du garder nos chefs ; sauf de développer nos pays ! 5°) Absence des procès verbaux : Dans certaines localités, il n'y a jamais eu de coupure et des urnes ont passé la nuit dans les domiciles de certains chefs de bureau. Et les procès-verbaux ont été dressés, parfois signés le lendemain ou deux jours plus tard par des mandataires des partis sous menace ou rendus bienveillants par quelques billets de francs burundais. Et pour désarmer les partis d'opposition, aucune copie des procès-verbaux ne leur fut remise, pourtant un droit inscrit dans le code électoral. Je ne reviens pas sur l'utilisation abusive des biens de l'Etat à des fins de campagne électorale, ni sur la propagande au profit du CNDD-FDD poursuivie jusque sur les rangs, où la population attendait pour pouvoir voter. 6°) La complicité de CENI : je peux comprendre que les observateurs occidentaux puissent « ne rien voir » de grave. Mais les membres de la CENI ont soit été tâtés par une coupure soit par des intrus inavoués. Qu'ils ne puissent pas voir de l'argent distribué nuitamment cela se comprend, mais ils ne peuvent pas constater que la campagne a continué jusqu'au moment des élections, qu'ils ne puissent pas constater le décomptage s'est fait soit dans un cafouillage total ou n'a jamais eu lieu, cela relève d'une « cécité » des conclusions hâtives des observateurs. Devant l'absence de violence et l'engouement de la population devant les bureaux de vote, les observateurs se livrent à des discours dithyrambiques à l'endroit du pouvoir et de la CENI. Je me suis toujours demandé pourquoi les « observateurs » n'accordent de l'importance qu'à la journée du scrutin peut-être faussé n'importe quelle « tape ». J'ai connu un pays où c'est au moment de la proclamation que le bascule. Le ministre de l'Intérieur chargé de proclamer les résultats, a laissé de côté ceux préparés par la commission électorale, et a proclamé ceux concoctés dans « les laboratoires du tripatouillage » de son ministère. Et bien sûr ils étaient totalement différents de ceux sortis des urnes. Et au Burundi, les « véritables » élections communales du CNDD ont débuté au crépuscule, dans la grande obscurité, facilitée par la coupure généralisée du courant. Pendant ce temps, les fameux observateurs, après avoir exprimé leur satisfaction, se reposaient tranquillement dans leurs chambres d'hôtel. Certains représentants des pays occidentaux, comme le représentant de la Belgique dans les Grands Lacs, ont fait avec tellement de zèle, qu'il y a lieu de se demander s'il n'y a pas anguille sous roche. Le lendemain, l'opposition a commencé à protester contre les fraudes et irrégularités, c'était le disque rayé que l'on entendait : « il y a certes eu quelques irrégularités, mais qui n'empêchent en rien la crédibilité du scrutin. Les opposants manquent du fair-play ; ce sont de mauvais perdants ! ». Et le pouvoir, et la CENI ont jubilé ; les bailleurs de fonds, les seuls qui comptent à leurs yeux étaient satisfaits. Les opposants avaient beau protester c'était du vent ! Des recommandations tardives. Dès après le site www.arib.info en date du 16 juillet 2010, citant l'agence Xinhua, l'Union Européenne aurait proposé pour un scrutin plus transparent, à entre autres mesures, « afficher des procès-verbaux de décomptage et des opérations électorales dans chaque centre de vote, et de donner aux mandataires de chaque parti et aux candidats en compétition, la possibilité d'obtenir et de conserver un duplicata de ces procès-verbaux », etc. Et sur le même site l'organisation Eurac appelle à « des élections législatives inclusives » au Burundi ces appels maintenant ? Pourquoi ces appels au moment où les principaux partis d'opposition se sont déjà retirés du processus électoral pour disent-ils, « ne pas donner une caution démocratique à une mascarade électorale » ? En d'autres termes, qui profiteront ces recommandations, si elles sont observées ? Je ne prétends pas avoir des réponses à ces questions, mais je m'autorise trois hypothèses : 1°) L'Union Européenne semble avoir des préférences à l'égard de l'opposition burundaise. Une fois que, l'opposition indésirable est hors jeu, les élections doivent maintenir leur caractère transparent. 2°) L'Union Européenne avoue à posteriori s'être trompée en donnant un satisfecit prématuré.

Élections communales du 24 mai 2010. Mais dans ce cas, pourquoi n'avoir pas fait ces recommandations au moment de la participation de l'ensemble de l'opposition était encore possible. Etant donné son influence indéniable sur nos dirigeants, sa pression aurait permis un dialogue entre la CENI et l'opposition afin de trouver des solutions au différend qui les oppose. L'opposition aurait pu être acceptée de participer aux élections législatives avec plus de garanties de transparence. 3°) Devant le risque d'un retour à un conflit armé, l'Union Européenne voudrait décaler ses responsabilités. Elle voudrait donner l'impression d'avoir tout fait pour que des élections se passent correctement. Cela serait malheureusement une hypocrisie, qui semble du rester guider la plupart des observateurs internationaux. Il s'agit tout simplement d'une histoire de se donner bonne conscience ! Un avenir obscur pour le Burundi. Il ne s'agit pas ici d'être optimiste ou pessimiste. Il s'agit de regarder la réalité en face. D'une part, le CNDD-FDD, aura bientôt le pouvoir absolu avec une majorité écrasante au Sénat et à l'Assemblée nationale : l'UPRONA ne sera pas très lourd, et les partis qui participeront aux élections législatives sont des partis alliés. Le parti au pouvoir usera et abusera certainement de son pouvoir absolu. Il a montré par le passé qu'il a très peu de considération pour les lois de la République et son traitement préférentiel en matière d'éthique politique semble être le Prince de Machiavel. D'autre part, l'Assemblée nationale n'aura plus de tribune officielle pour se faire entendre, elle risque de se retourner vers la rue ou plus grave vers le maquis. Les arrestations de ces derniers jours montrent déjà la tendance : le CNDD-FDD est prompt à recourir à la répression tout azimut. C'est encore le peuple qui sera la principale victime : la santé, l'éducation, la justice sont mises entre parenthèses au profit de la « sécurité » ; mais la sécurité pour qui ? Certainement pas pour les millions de hutu, des tutsi et des twa. Ce sera pour la sécurité des nouveaux princes qui nous gouvernent ! 20 juillet 2010.